Nations Unies A/77/479

Assemblée générale

Distr. générale
24 septembre 2022
Français
Original : chinois

**Soixante-dix-septième session**
Point 8 de l'ordre du jour
**Débat général**

## Lettre datée du 26 septembre 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Lors du débat général de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, une poignée de pays ont abusé de la plateforme offerte par l'Organisation pour répandre des mensonges sur les questions liées au Xinjiang et lancer des accusations infondées contre la Chine. D'ordre de mon gouvernement, je tiens à préciser la position du Gouvernement chinois.

Les questions liées au Xinjiang ne sont pas du tout des questions de droits de l'homme, mais des questions de lutte antiterroriste, de déradicalisation et de lutte contre la sécession. Depuis les années 1990, les « trois forces » que sont le terrorisme violent, le séparatisme ethnique et l'extrémisme religieux ont fomenté et perpétré des milliers d'actes terroristes violents dans le Xinjiang, faisant de nombreuses victimes parmi les civils innocents. Afin d'assurer la sécurité de la population locale, tous groupes ethniques confondus, et de préserver la stabilité sociale, le Xinjiang a pris une série de mesures de lutte contre le terrorisme et de déradicalisation, conformément à la loi et dans le respect total de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent. Ces mesures ont donné des résultats concrets. Il n'y a pas eu une seule attaque terroriste au Xinjiang pendant cinq années consécutives, et la région connait l'unité sociale et la stabilité. Ce sont des faits que tout le monde peut voir.

Nul n'est mieux placé que les membres de tous les groupes ethniques du Xinjiang pour parler de la situation des droits de l'homme dans cette région. Ces dernières années, le Xinjiang a connu un développement économique soutenu, l'harmonie sociale et la stabilité, une amélioration continue des moyens de subsistance de la population, une prospérité culturelle sans précédent et l'harmonie religieuse. Au cours des 60 dernières années, la population totale du Xinjiang a été multipliée par quatre, la population totale des Ouïghours passant de 2,2 millions à environ 12 millions. Le Xinjiang a apporté une solution historique à la pauvreté absolue. Les normes actuelles ont permis de sortir de la pauvreté l'ensemble de ses 2,73 millions de ruraux pauvres, 3 666 villages pauvres et 32 comtés pauvres. Les droits à la subsistance et au développement des pauvres ont été effectivement garantis. Le Xinjiang a intégralement mis en œuvre la politique de liberté de croyance religieuse, protégé effectivement la diversité des langues parlées et écrites, garanti

22-22388 (F) 041022 061022

Merci de recycler

totalement le droit à l'éducation et préservé pleinement les droits en matière de procréation des minorités ethniques. Le niveau de vie et la protection des droits humains des membres de tous les groupes ethniques n'ont cessé de s'améliorer.

S'agissant du Xinjiang, les faits et la vérité sont clairs comme de l'eau de roche, et le Xinjiang est toujours ouvert au monde. Ces dernières années, plus de 2 000 experts, universitaires, journalistes, diplomates et personnalités religieuses de plus de 100 pays ont visité le Xinjiang et ont été témoins de la stabilité sociale, du développement économique et du bonheur de la population du Xinjiang. Près de 100 pays se sont exprimés devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies pour soutenir la position de la Chine sur les questions liées au Xinjiang et s'opposer à toute ingérence dans les affaires intérieures de la Chine sous prétexte de questions liées au Xinjiang. Dans le monde entier, de plus en plus de personnes perspicaces font entendre leur voix rationnelle et objective sur les questions liées au Xinjiang. Les mensonges et les rumeurs ne tiendront pas devant la vérité.

Un petit nombre de pays ferment les yeux sur les efforts considérables déployés par le Gouvernement chinois pour garantir l'égalité des droits à tous les groupes ethniques et sur les progrès historiques réalisés en matière de droits de l'homme au Xinjiang. Ils déforment les faits, fabriquent des mensonges et politisent et instrumentalisent les questions relatives aux droits de l'homme dans le but de compromettre la prospérité et la stabilité au Xinjiang et d'utiliser les questions liées au Xinjiang pour contenir la Chine. Sous la pression coercitive de ces pays, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, sans avoir été mandaté par le Conseil des droits de l'homme ni obtenu le consentement du Gouvernement chinois, a rédigé et publié la prétendue « évaluation » sur le Xinjiang basée sur de fausses informations, ce qui viole gravement le mandat du Haut-Commissariat et les principes d'universalité, d'objectivité, de non-sélectivité et de non-politisation. Cette prétendue « évaluation » est totalement illégale, nulle et sans effet. La Chine s'oppose fermement à cette « évaluation » et la rejette catégoriquement. En fait, plus de 60 pays ont défendu la justice et envoyé une lettre commune au Haut-Commissaire pour s'opposer à la publication de ce rapport erroné. Près de 1 000 organisations non gouvernementales et personnes de tous horizons au Xinjiang ont envoyé des lettres au Haut-Commissaire pour exprimer leur opposition.

La Chine réaffirme une fois de plus que les questions liées au Xinjiang sont des affaires purement internes à la Chine. Le Gouvernement et le peuple chinois sont déterminés à défendre la souveraineté, la sécurité et les intérêts de la Chine en matière de développement. La Chine demande instamment aux pays concernés de corriger immédiatement leurs erreurs, de cesser de fabriquer des mensonges concernant le Xinjiang et de cesser de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Chine.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour de sa soixante-dix-septième session, intitulé « Débat général ».

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) **Zhang** Jun